

Et si l'on « incluait » les handicapés ?

Ils sont encore trop souvent exclus. Les Paralysés de France veulent faire bouger les lignes. Pour qu'ils vivent parmi nous.

Trois questions à...



Géraldine Thibault.
Responsable régionale du développement associatif des Paralysés de France.

Vous organisez des États régionaux de l'inclusion. De quoi s'agit-il ?

Au-delà de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion, nous voulons sensibiliser au concept d'une société ouverte à tous, qui fasse une place à chacun et prévoie l'accès de tous à tout. Si on pense aux plus vulnérables, on permet à tous de gagner en qualité de vie. C'est vrai dans tous les domaines : l'emploi, le logement, la santé, les transports... Quand un lieu est accessible aux personnes en fauteuil, il l'est aussi pour les mamans avec une poussette, les personnes âgées ou, vous et moi, si nous sommes amenées à nous déplacer avec des béquilles.

C'est compliqué pour un hôtelier, un commerçant de se mettre aux normes d'accessibilité. C'est coûteux aussi ?

La loi handicap de 2005 fait obligation aux établissements recevant du public d'être aux normes au 1^{er} janvier 2015. Il y a des dérogations et des aides possibles. Mais si on ne fait pas du 100 %, on s'autorise à exclure et on demande aux plus vulnérables d'aller plus loin acheter leur pain, chez le médecin ou louer une chambre. L'inclusion, c'est prendre en compte la singularité et permettre à tous de vivre parmi les autres. On voit qu'il reste beaucoup à faire et il n'y a pas pléthore de demandes de dérogation, à la mesure en tout cas de l'échéance de 2015 qui approche.

Les rencontres veulent faire bouger les lignes ?

Dans chaque département de la région, on veut partager cette notion d'inclusion au-delà du champ du médico-social et du handicap, créer des partenariats. Entre le 5 et le 15 novembre, on parlera d'emploi à Nantes (*hier*), de santé à Angers (*aujourd'hui*), de citoyenneté à Laval (*le 8*), de logement au Mans (*le 14*), de scolarisation à La Roche (*le 15*).

Recueilli par Édith GESLIN.

En Pays de la Loire, l'APF, Association des Paralysés de France, compte vingt établissements dans les cinq départements et près de 2 000 adhérents.